

Questions orales

ler leurs hypothèques. C'est un fait connu que le gouvernement a réagi devant ce besoin très urgent. Voilà notre première réaction au problème.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE**LA SÉCURITÉ DES PERSONNES QUI HABITENT PRÈS DES PÉNITENCIERS**

M. Alex Patterson (Fraser Valley-Est): Madame le Président, c'est au solliciteur général que je m'adresse. Étant donné le meurtre d'un citoyen de la localité apparemment commis par un détenu de la prison Mountain en Colombie-Britannique, le ministre pourrait-il dire à la Chambre et à la population quelles mesures ou quels changements de politique il envisage pour assurer la sécurité des habitants de cette région?

L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général): Madame le Président, j'ai demandé un rapport relativement à cet incident, mais j'ai appris entre-temps que le pénitencier Mountain n'est entouré que d'une seule clôture. L'érection d'une double clôture avait été prévue, mais comme celle-ci tardait en raison d'une décision touchant la construction à l'intérieur de la cour, j'ai ordonné qu'on construise une seconde clôture, ce qu'on est en train de faire.

Personne ne trouvera là raison de se consoler, compte tenu de l'incident signalé, mais les députés le savent, le détenu évadé a été repris par des agents de la GRC.

M. Andre: Et sans doute obtiendra-t-il une autorisation de sortir en fin de semaine.

M. Patterson: Vu le nombre des incidents mettant en cause des détenus des établissements pénitentiaires de la région d'Abbotsford-Matsqui, y compris l'enlèvement et l'assassinat imputés à un détenu d'une employée d'un dépanneur ouvert toute la nuit, le ministre a-t-il ordonné la tenue d'une enquête complète sur tous ces incidents, de façon à calmer les craintes légitimes et le ressentiment croissant des localités, et à rétablir leur confiance dans le Service pénitentiaire canadien?

● (1130)

M. Kaplan: Madame le Président, je serais d'accord avec le député si le nombre d'évasions était en hausse dans l'ensemble du pays ou dans une région quelconque. Ce n'est pas le cas. Il reste que chaque cas demeure préoccupant et, comme les députés le savent, on m'a remis un rapport sur chacune des évasions. Cependant, je ne crois pas que la situation justifie une enquête globale sur ce problème, qui n'est pas plus aigu aujourd'hui que dans le passé. J'étudie chaque cas individuellement.

L'ÉNERGIE**LA TAXE À L'EXPORTATION D'ÉLECTRICITÉ—LES POURPARLERS AVEC LES PROVINCES**

L'hon. Jake Epp (Provencher): Madame le Président, en l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, je voudrais poser ma question au premier ministre suppléant. Je lui demande si le gouvernement envisage d'imposer une taxe à l'exportation sur l'électricité que les provinces du Canada vendent aux États-Unis. Dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il fait part de son intention aux provinces, leur a-t-il dit qu'il voulait entamer des négociations concernant l'imposition d'une telle taxe?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports): Madame le Président, cette question est dans l'air depuis si longtemps que je trouve plutôt injuste que le député me demande d'y répondre aujourd'hui, en l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. C'est loin d'être une question nouvelle. Je ne suis au courant d'aucune intention de ce genre, mais je conseille au député de Provencher de poser la question lundi au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

M. Epp: Le premier ministre suppléant se satisfait peut-être de cette réponse, mais il ne doit pas oublier qu'en assumant les fonctions de premier ministre suppléant, c'est au nom du gouvernement qu'il parle aujourd'hui à la Chambre.

Des voix: Bravo!

Une voix: Où sont les autres?

Une voix: Informez-vous!

M. Epp: Je voudrais poser au premier ministre suppléant la question suivante: le premier ministre insiste constamment sur le fait que le gouvernement fédéral va tirer de sa politique énergétique globale les mêmes revenus qui auraient été perçus en vertu du budget du 11 décembre tout en affirmant que sans imposer de taxe d'accise il maintiendra le prix du baril de pétrole à \$4 dollars le baril.

Je voudrais que le premier ministre suppléant me dise si le gouvernement envisage d'imposer une taxe à l'exportation sur les ventes d'énergie hydro-électrique et si les revenus qu'il compte en tirer sont inclus dans l'ensemble des revenus auxquels songe le gouvernement fédéral?

M. Pepin: Madame le Président, je me dois de protester parce que dans une certaine mesure, cette question est plutôt injuste.

Des voix: Oh, oh!

M. Pepin: Si le gouvernement devait procéder à un tel revirement de politique au sujet d'une question si importante, cela ne serait pas annoncé par la bouche du vice-premier ministre ou du ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources un vendredi matin. Mon honorable ami ne joue pas le jeu en insistant pour obtenir une réponse en ce moment précis.

Le très hon. Joe Clark (chef de l'opposition): Ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre suppléant. Que fait-il ici?

Des voix: Oh, oh!